

L'Huma critique violemment les conseillers économiques de Mitterrand qui demandent « l'accession aux responsabilités des travailleurs dans l'entreprise » et les accuse de « collaboration de classes », mais la CGT et le P « C » F proposent-ils autre chose dans le programme commun ? Non. Par ailleurs, toujours pendant ces élections qui ont décidément fait parler beaucoup les révisionnistes, CGT et P « C » F proposait un programme qui prévoyait : « la participation réelle des travailleurs à la gestion des entreprises et de l'économie » (Huma 11 avril). Quelle différence avec Sudreau ? Puisque c'est à réaliser dans le système capitaliste ?

Quand Marchais à la tribune dénonce aujourd'hui les socio-démocrates d'Allemagne de l'ouest ou d'Angleterre, gérants loyaux du capital, il ne voudrait pas qu'on lui rappelle qu'il disait, dans la campagne électorale : « la gauche qui de plus en plus prend la relève des vieilles équipes conservatrices... c'est ainsi que les choses se sont passées en République Fédérale Allemande, en Angleterre » (Huma, 2 mai) !

Le programme commun, lui-même est un programme de collaboration de classes.

L'union de la gauche, la stratégie entière du P « C » F sont elles-mêmes une application vivante de la collaboration de classes, de trahison des intérêts de la classe ouvrière. S'il y a bien un maître dans cette matière, apprécié comme tel par la bourgeoisie, c'est bien le P « C » F, comme on a pu le voir à la Libération, en 1963, en 1968, quand Krasucki, par exemple, rencontrait secrètement Chirac soi-même, le 23 mai derrière le dos des travailleurs en lutte !

Le programme commun vise en effet — objectif dérisoire — à écarter la classe ouvrière du pouvoir, à l'endormir par des réformes « de structure », à faire



Fidèle serviteur...

accepter la domination et l'exploitation par la bourgeoisie sous une façade réformiste. Les dirigeants du P « C » F et de la CGT possèdent à fond l'art de faire croire qu'ils luttent pour les intérêts de la classe ouvrière, contre les monopoles dont ils font, en fait, le jeu. Les nationalisations, pièce maîtresse du programme commun sont censées enlever à la bourgeoisie monopoliste ses appuis clés, au point qu'elle restera les bras croisés mais évidemment elle ne saurait combattre des mesures qui peuvent très bien lui servir, ainsi que l'a montré encore récemment, la nationalisation discrète de Berliet par Giscard.

Avec force démagogie, le P « C » F a monté par exemple une campagne « contre les pétroliers » récemment, en faisant croire qu'elle servait les intérêts de la classe ouvrière. Mais que demandaient-ils à la clé ? la nationalisation et l'on sait que d'ores et déjà la Cie Française des Pétroles est contrôlée par l'Etat capitaliste.

Si pourtant on a encore des espoirs non fondés sur le rôle futur des nationalisations de Marchais-Mitterrand, il faut les remettre dans le cadre de la pratique quotidienne des révisionnistes : les regarder qui partout s'ingénient à briser les grèves,

celle des PTT récemment ; comment ils se sont opposés, en vain, à la lutte unie des Lip ; comment ils ont pactisé avec le CNPF pour signer un accord dont Séguéy annonce maintenant qu'il n'indemniserait « dans le meilleur des cas » que « 100.000 allocataires » (Huma 27.02.75) sur les 1.200.000 chômeurs et qui laisse sans défense les travailleurs qui subissent le chômage partiel (multiplié par plus de 10 en un an) !

Les radicaux de gauche, eux, d'ailleurs, n'ont aucune honte à déclarer que « le programme commun n'ouvre pas un front de classe, comme le prétendent les communistes et beaucoup de socialistes ; il est au contraire un programme de collaboration de classes. Sinon, nous n'y aurions pas adhéré » (Monde, 19.02.75). Ils dénoncent, les beaux alliés, « l'instauration brutale du socialisme » et pour eux le programme commun n'est qu'un « compromis entre la société libérale exacerbée et la société socialiste » (Monde, 28.02.75). Y a-t-il plus claire affirmation de la vieille école de la troisième voie ? En le présentant autrement, Marchais ne fait donc que tromper les travailleurs, et ses critiques au PS lui retombent sur la figure car il se démasque !

Mais il y a autre chose qu'il ne faut pas oublier : c'est

qu'à l'issue de l'élection de mai, le P « C » F clamait partout que tout était gagné, et proposait encore plus que l'union de la gauche, à travers son mot d'ordre d'union du peuple de France.

Il y a encore peu de temps, en effet, Guy Hermier annonçait triomphalement dans les Cahiers du communisme que l'union de la gauche « est devenue une donnée permanente et durable de la vie politique française » (août 74), chose qu'on pouvait lire aussi dans le projet de résolution du XXI congrès. Mais fait significatif, entre le projet et la résolution définitive, l'union de la gauche est passée d'une donnée « stable » à une donnée « fondamentale », et, dans la résolution la phrase suivante du projet avait été supprimée : « le fiasco des tentatives visant à la mettre en cause, auxquelles la grande bourgeoisie ne renonce jamais, se confirme » (Huma, 11.09), belle confirmation en effet !

Le même Hermier écrivait par ailleurs « notre démarche stratégique se trouve donc pleinement confirmée par le résultat de l'élection présidentielle », il se félicitait que l'étape de « démocratie avancée » soit inventée pour ne pas « conduire le mouvement populaire dans l'impasse ». Mais on s'aperçoit bien aujourd'hui que la division